



## Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté - N° 326 - 25 novembre

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes).

Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es.

**Blog :** <http://marchemondialedesfemmesfrance.org/>

**Facebook :** [www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015](http://www.facebook.com/marchemondialedesfemmes2015)

---

### SOMMAIRE

- 1 - Pétition et rassemblement après le rejet de la demande de libération de Jacqueline Sauvage - 10 décembre - Page 1
- 2 - 21 janvier 2017 : Solidarité avec les féministes américaines ! - La CLE - Page 2
- 3 - Maison des Femmes de Paris : Appel à dons et cotisations - Page 2
- 4 - Aidons les filles à changer le monde : 10 000 euros pour assurer la formation des filles en Syrie. - Fonds pour les femmes en Méditerranée - Page 3
- 5 - Gambie : la loi sur l'interdiction de l'excision votée par le parlement - Jeune Afrique - Page 3
- 6 - Femmes en colère contre Donald Trump - Valérie de Graffenried - Letemps.fr - Page 4
- 7 - OUI au délit d'entrave numérique à l'IVG ! - Les effronté-é-s - Page 5
- 8 - Adoption de la proposition de loi "délict d'entrave à l'IVG sur internet" : un pas de plus pour garantir l'accès de toutes les femmes à leurs droits - Haut Conseil à l'Egalité - Page 6
- 9 - Etre femme en Amérique latine, c'est subir tous les problèmes des femmes, et la violence - Aquelarre - Page 6
- 10 - Campagne du Planning Familial : #NousExistons - Page 7
- 11 - Articuler les rapports sociaux. Rapports de sexe, de classe, de racisation - Roland Pfefferkorn - Humanité Dimanche - 23 novembre 2016 - Page 8
- 12 - À la librairie Violette and Co en décembre 2016 - Page 9
- 13 - Elles nous manqueront mais nous ne manquerons pas de continuer à nous battre sur leur pas - Collectif 13 Droits des Femmes - Marseille - Page 10
- 14 - Concours d'éloquence : « Pourquoi dire Droits humains plutôt que Droits de l'Homme ? » Collectif Droits humains pour tout-es - 10 décembre - Paris - Page 11
- 15 - Livre « Genre et rapport sociaux de sexe » - Roland Pfefferkorn - sur le site [entreleslignesentrelesmots@orange.fr](mailto:entreleslignesentrelesmots@orange.fr) - Page 11
- 16 - Livre : Viola Klein, une Pionnière - Coordonné par Eve Gianoncelli et Eleni Varikas - Page 12
- 17 - Film - 3000 nuits - Mai Masri - Page 12
- 18 - Théâtre : Le bouton de rose de Sophie Accaoui - Paris - du 9 au 16 décembre - Page 12

---

### MOBILISATION

- 1 - Pétition et rassemblement après le rejet de la demande de libération de Jacqueline Sauvage

### RASSEMBLEMENT

10 décembre

14h - Parvis des Droits de l'homme !

Aujourd'hui a été rendue la décision en appel du maintien en prison de Jacqueline Sauvage. En appel, les juges ont décidé de ne toujours pas libérer Jacqueline Sauvage ! Leurs motivations restent les mêmes qu'au mois d'août dernier alors que nous avons mis en stand by la surmédiation, alors que les avocates ont proposé un autre hébergement pour Jacqueline, mais rien n'y fait, les magistrats s'arc-boutent, leur décision est éminemment politique ! Ils n'acceptent pas la grâce partielle accordée par François Hollande, et règlent leurs comptes sur le dos d'une femme de 70 ans, et ce sans vergogne aucune.

En ce 24 novembre, veille de la Journée Internationale de Lutte contre les Violences Faites aux Femmes, le symbole de cette décision nous affecte encore plus particulièrement. En effet, c'est envoyer le signal aux femmes victimes de violences qu'elles ne pourront jamais être reconnues par la justice de notre pays. C'est leur dire, c'est nous dire que les violences subies ne seront jamais prises en compte, c'est nous dire que le déni de la justice des hommes contre les femmes nous interdit la reconnaissance même des violences et nous emmurent dans le silence. Sauf que nous ne voulons plus nous taire, sauf que nous ne voulons plus de ce système, sauf que nous ne voulons plus être baillonnées.

Alors relevons la tête et engageons le dernier round de ce combat pour faire libérer Jacqueline Sauvage ! Demandons à François Hollande la grâce totale, nous pouvons l'obtenir, pour elle, pour nous, nous n'avons plus le choix.

Aussi, vous qui vous êtes déjà engagé.e.s dans ce combat, je vous demande de continuer, faites signer la nouvelle pétition autour de vous, diffusez-la sur les réseaux sociaux ! Une manifestation sera aussi organisée le 10 décembre. Mobilisons-nous, soyons nombreuses. Ensemble, nous devons y arriver.

[https://www.change.org/p/francois-hollande-lib%C3%A9ration-imm%C3%A9diate-de-jacqueline-sauvage?source\\_location=update\\_footer&algorithm=curated\\_trending&grid\\_position=6](https://www.change.org/p/francois-hollande-lib%C3%A9ration-imm%C3%A9diate-de-jacqueline-sauvage?source_location=update_footer&algorithm=curated_trending&grid_position=6)

## **2 - 21 janvier 2017 : Solidarité avec les féministes américaines ! - La CLE**

Le 21 janvier 2017, au lendemain de la prestation de serment de Donald Trump, les associations féministes et de défense des droits humains organiseront une marche pour les droits des femmes à Washington, du mémorial Lincoln jusqu'à la maison Blanche.

Nous, féministes françaises, ne pouvons rester indifférentes alors que le nouveau président de la première puissance mondiale s'apprête à appliquer l'idéologie violemment sexiste, homophobe, xénophobe et raciste qu'il a défendue durant toute sa campagne. Nous ne pouvons rester silencieuses quand il envisage de nommer à la Cour Suprême, William Pryor, juge qui considère que l'avortement est "la pire abomination de l'histoire du droit", que son vice-président, Mike Pence, promeut ouvertement des thèses créationnistes et que son principal conseiller, Steve Bannon, publie sur son site des messages racistes et misogynes haineux.

Devant ces dangereux signaux envoyés à toutes les femmes et hommes de progrès du monde, nous témoignerons notre solidarité avec la "Women's march" des américaines en organisant, en France, des rassemblements similaires.

A Paris, c'est sur le Parvis des Droits Humains au Trocadéro, le samedi 21 janvier 2017, à partir de 14h, que nous nous rassemblerons, en hommage à Eleanor Roosevelt, inlassable avocate de la cause des femmes et des droits universels.

## **SOLIDARITÉ**

### **3 - Maison des Femmes de Paris : Appel à dons et cotisations**

Chères amies féministes, la Maison des Femmes de Paris, créée depuis juillet 1981, espace militant, accueil de femmes, d'associations et de groupes, existe par le soutien et la volonté de ses

partenaires, de ses salariées, de ses bénévoles et de vous aussi, amies féministes.

Pour fonctionner et mener à bien toutes ses actions, La Maison des Femmes de Paris a aussi besoin de finances, et quand certainEs disent que c'est "le nerf de la guerre", nous pensons que c'est surtout "le nerf de la paix, contre toutes les violences faites aux femmes dans les sociétés dans lesquelles nous vivons".

Quatre grands thèmes articulent aujourd'hui les activités de la maison des femmes :

- accompagnement vers l'emploi spécifique pour les femmes,
- actions contre les violences masculines, autour des groupes de paroles,
- accueil solidaire pour les femmes,
- espace inter-associatif pour les organisations féministes et lesbiennes féministes.

Pour soutenir la Maison des Femmes de Paris, vous pouvez :

• Adhérer pour 2016 : - envoyez votre bulletin d'adhésion ci-joint et votre paiement par chèque à l'ordre de la Maison des Femmes de Paris, à l'adresse ci-dessous.

• Faire un don à la Maison des Femmes de Paris soit par chèque, soit par virement (nous vous adresserons un RIB sur demande) en nous retournant la fiche ci jointe et cochant la case "DON".

Votre contribution sera assortie d'un reçu fiscal que vous recevrez en début d'année 2017. Il vous donnera droit à une réduction d'impôt égale à 66% du montant du montant versé.

Nous vous en remercions vivement.

#### **4 - Aidons les filles à changer le monde : 10 000 euros pour assurer la formation des filles en Syrie.** - Fonds pour les femmes en Méditerranée

Depuis le début du conflit, les femmes et les filles syriennes sont les cibles de violences sexuelles et sexistes, contraintes à des mariages précoces, submergées par les problèmes économiques et psychologiques. On estime à plus de 4 millions le nombre de femmes et filles déplacées en Syrie.

En réponse à cette situation Women Now in Development met en place des centres de formations en Syrie qui assurent la protection des femmes et des filles. Quelques 10.000 femmes et environ 6000 enfants y trouvent un soutien psycho-social et un renforcement de leurs capacités, des cours pour les filles.

Pour consolider ces centres, le Fonds pour les Femmes en Méditerranée s'engage en partenariat avec W4 (plateforme de financement participatif) à collecter 10.000 euros pour Women Now for Development. Vous aussi, aidez les filles à changer le monde.

*Votre don est déductible à hauteur de 66% de vos impôts sur le revenu. :*  
<https://www.w4.org/fr/project/les-filles-daujourd'hui-la-syrie-de-demain/>

## **INTERNATIONAL**

#### **5 - Gambie : la loi sur l'interdiction de l'excision votée par le parlement** - Jeune Afrique

Le Parlement gambien a adopté une nouvelle loi réprimant pénalement l'excision, passible de peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans, un mois après une déclaration du président Yahya Jammeh prohibant une pratique très répandue.

La loi a été votée lundi soir à une large majorité par l'Assemblée nationale. Les contrevenants sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à trois ans et/ou d'une amende de 1 300 dollars (près de 1 200 euros), dans un pays où aucun texte spécifique sur [l'excision](#) n'existait jusqu'alors.

Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), la Gambie est l'un des dix pays, tous africains, où l'excision est le plus pratiquée, touchant environ trois quarts de la population féminine. Le nouveau texte « va faire respecter les droits des femmes et des filles pour leur éviter des pratiques nuisibles à leur santé et leur bien-être », a déclaré la vice-présidente gambienne, Isatou Njie Saidy, lors de la séance au Parlement.

La vice-présidente du Parlement, Fatou Mbye, a quant à elle salué une des législations les « plus progressistes » jamais adoptées par les députés gambiens. Le chef de la minorité à l'Assemblée nationale, Samba Bah, a en revanche voté contre. Il s'est dit inquiet que le gouvernement n'ait pas plus largement consulté la population sur cette pratique considérée, selon lui, comme un rite de passage pour les jeunes filles en Gambie.

Yahya Jammeh avait décrété fin novembre l'interdiction de l'excision, avec effet immédiat, soulignant que cette pratique n'était pas dictée par l'islam et devait par conséquent être abolie.

## **6 - Femmes en colère contre Donald Trump - Valérie de Graffenried - Letemps.fr**

Elles seront là, et espèrent être au moins un million. Le 21 janvier, lendemain de l'investiture de Donald Trump comme président des Etats-Unis, de nombreuses femmes, inquiètes et en colère, défilent à Washington. Depuis le Lincoln Memorial, l'endroit même où Martin Luther King a tenu son fameux discours «I have a dream» en 1963, jusqu'à la Maison Blanche. Leur rêve à elles: que leurs droits ne soient pas bafoués. Et que le harcèlement sexuel ne devienne pas une norme, qui permette d'être élu à la tête des Etats-Unis.

L'idée de cette marche de protestation est née spontanément sur Facebook, à l'initiative de Maui Cooper Slim, une habitante de Hawaï. Très rapidement, elle est devenue virale. Une toile a commencé à se tisser. Dans plusieurs Etats américains, des bénévoles, soucieuses de défendre les droits de toutes les minorités, prennent le relais et organisent le déplacement à Washington. Elles insistent: il ne s'agit pas d'une marche contre Donald Trump, mais contre les valeurs qu'il semble vouloir imposer. C'est pacifiquement qu'elles veulent délivrer un message à la nouvelle administration Trump: les femmes ne doivent pas être marginalisées. Car c'est bien la crainte d'un retour en arrière en matière de droits des femmes qui les anime.

«*Lutter chaque minute*»: Fontaine Pearson, 54 ans, est une des co-organisatrices de cette «Women's March on Washington». Photographe, mère de deux garçons, elle vit à Memphis. «Nous craignons que la misogynie couplée à la xénophobie et au racisme exprimés pendant la campagne ne fassent reculer la lutte des femmes en faveur de l'équité et de la parité», explique-t-elle.

Ivana Massetti, productrice de séries télévisées et activiste, sera elle aussi présente à Washington. Elle est la fondatrice de Women Occupy Hollywood. «C'est mon devoir de femme et de réalisatrice de m'opposer à Trump et à tout ce qu'il représente et promeut. Nous sommes prêtes à lutter chaque minute pour empêcher la nouvelle administration de faire revenir le pays et les personnes les plus désavantagées 70 ans en arrière». Pour Ivana Massetti, Donald Trump véhicule une image des femmes «façonnée par une mentalité presque fasciste de l'homme blanc, riche, gâté, égoïste et misogyne».

*Dérapages pendant la campagne*: Pendant sa campagne, Donald Trump et ses proches se sont distingués par des attitudes outrancières et sexistes. Le premier directeur de campagne de Donald Trump, Corey Lewandowski, a fini par être écarté après des accusations d'agressions sexuelles. Et Donald Trump lui-même a été rattrapé par un enregistrement de 2005 dévoilé par le Washington Post. Où il a tenu ces propos, qui ont déclenché des vagues de protestations: «Quand on est une star, on peut faire ce qu'on veut avec les femmes. On peut les prendre par la chatte, elles se laissent faire». Ce n'est pas tout. Vis-à-vis d'Hillary Clinton, il a été jusqu'à déclarer: «Comment peut-elle satisfaire son pays si elle ne satisfait pas son mari?».

Et l'humour gras à propos de sa fille - «Si Ivanka n'était pas ma fille, je sortirais peut-être avec elle» - n'a pas été des plus appréciés. D'autres phrases sexistes sont venues ponctuer ses apparitions publiques, comme: «C'est dur de prêter attention à une femme lorsqu'elle a de petits seins». Des propos qui ont poussé les femmes à se mobiliser et à réagir.

Il y a d'abord eu, sur les réseaux sociaux, le mouvement #NotOkay, initié par Kelly Oxford, où des femmes se sont mises à témoigner des agressions sexuelles subies. Puis, des réactions individuelles sur Twitter, comme celle de l'actrice et activiste Daisy Eagan, pour laquelle «Make America Great

Again = attitude cavalière autour des agressions sexuelles couplée à l'avortement illégal.» Et enfin, le début de ce projet de Marche, parti de Hawaï et d'une poignée de femmes pour finir, grâce à un effet chaîne, par en rallier des milliers. Des bénévoles au départ, encadrées par des professionnelles ensuite, comme Bob Bland, une fashion designeuse de Brooklyn, rejointe ensuite par trois activistes noires. Celles qui avaient mené, en 2015, une marche de New York à Washington pour revendiquer une réforme du système judiciaire, et qui ont donc une certaine expérience en matière de mobilisation.

La défense de l'avortement : La cause de l'avortement reste, bien sûr, centrale. L'avocate Sarah Weddington avait à l'âge de 26 ans défendu l'arrêt «Roe versus Wade» devant la Cour suprême, et ouvert la voie à la légalisation de l'avortement aux Etats-Unis, au nom du respect de la vie privée. C'était en 1973. Aujourd'hui, elle craint, et elle n'est pas la seule, que ce droit à l'interruption volontaire de grossesse soit remis en cause. Le futur vice-président, Mike Pence, est un «pro life» revendiqué, très fermement opposé à l'avortement. Donald Trump a de son côté à plusieurs reprises déclaré vouloir rendre l'avortement illégal.

C'est sans surprise qu'il a fait savoir qu'il nommerait un nouveau juge à la Cour suprême à la sensibilité anti-avortement. Depuis la mort du juge Antonin Scalia en début d'année, un ultraconservateur nommé par Ronald Reagan, ils ne sont plus que huit au lieu de neuf. Un candidat démocrate proposé par Barack Obama a été bloqué par le Sénat et Donald Trump présentera son propre candidat, pro life. Mais cela ne veut encore rien dire: la Cour suprême est depuis longtemps dominée par une majorité conservatrice, sans que l'arrêt «Roe versus Wade» n'ait jamais été renversé. Les femmes qui tiennent à ce droit restent néanmoins sur leurs gardes.

La victoire de Donald Trump a, ne l'oublions pas, été plébiscitée par 42% des électrices, Hillary Clinton n'ayant pas su bénéficier d'un «effet femme» qui l'aurait porté à la tête du pays comme première femme présidente. Le républicain a même profité du soutien du groupe «Women for Trump». De quoi pousser les mouvements féministes à se remettre en question.

Et si l'élection du milliardaire new-yorkais était finalement une occasion en or pour ces milieux de faire entendre leurs voix et panser leurs divisions? Fontaine Pearson se veut résolument positive: «Quelque chose est en train de se passer. Je vois des changements en train de s'opérer dans la société, qui me laissent penser qu'il est peut-être temps de créer un parti pour femmes. Nous y travaillons. Le soutien que nous avons sur le plan international nous conforte dans cette idée».

## TEXTES

### 7 - OUI au délit d'entrave numérique à l'IVG ! - Les effronté-e-s

Les effronté-e-s soutiennent la proposition de loi qui sera débattue demain à l'Assemblée Nationale, proposant d'élargir le délit d'entrave à l'interruption volontaire de grossesse aux sites internet qui diffusent délibérément aux femmes souhaitant avorter des informations fausses et culpabilisantes sur l'IVG, comme l'avait magnifiquement dénoncé sous forme de testing téléphonique le chroniqueur Guillaume Meurice.

Les effronté-e-s tirent la sonnette d'alarme ! Depuis que le délit spécifique d'entrave à l'IVG a été reconnu en 1993, condamnant les actions qui consistent à empêcher des femmes d'avorter aux abords ou à l'intérieur des centres d'IVG, ces activistes ont changé de stratégie et envahissent aujourd'hui internet et les réseaux sociaux. Or, ils sont encore, hélas, très référencés, malgré la mise en ligne du site du gouvernement qui est parfois devancé par le site [ivg.net](http://ivg.net) assorti d'un n° vert (celui qu'a piégé Guillaume Meurice).

Leurs stratégies sont multiples : cibler un public jeune et plus désinformé via des noms "branchés" comme Afterbaiz ; se faire passer pour des sites bienveillant comme [ecouteivg](http://ecouteivg) ; ou encore créer des pages facebook pour élargir leur public. Cette page compte plus de 40 000 fans et renvoie au



même numéro vert qu'ivg.net. Derrière ces sites ? Des militant-es opposés au droit à l'avortement, notamment issus de groupuscules comme Civitas, «Les Survivants» et autres collectifs anti-IVG.

Certains député-es ou personnalités hurlent déjà à l'atteinte à la liberté d'expression. Mais les effronté-e-s ne sont pas du tout pour censurer les sites qui se positionnent contre le droit à l'avortement et qui exposent leurs argumentaires à ce sujet. C'est bien le fait de donner des informations fausses et dangereuses pour la santé des femmes, notamment des plus jeunes, tout en se présentant comme étant officiels, informatifs et neutres, qui doit être sanctionné.

Les effronté-e-s considèrent que le droit à l'IVG est un droit fondamental, qui doit être constitutionnalisé, et qu'il est important de le défendre sur le terrain au moment où des personnalités politiques de premier plan le stigmatisent publiquement au nom de leur foi, comme M. François Fillon, ou de la prétendue irresponsabilité des femmes, comme le fait Marion Maréchal Lepen en parlant d'IVG de confort.

Quant à Mgr Georges Pontier qui parle d'une atteinte aux libertés, ce n'est pas en trompant, en parlant de symptômes post-IVG inventés de toutes pièces, en culpabilisant et en manipulant les femmes et les jeunes filles qu'on optimise leurs choix libres et éclairés, bien au contraire !

## **8 - Adoption de la proposition de loi "délict d'entrave à l'IVG sur internet" : un pas de plus pour garantir l'accès de toutes les femmes à leurs droits - Haut Conseil à l'Égalité**

Aujourd'hui a été adoptée la Proposition de loi relative à l'extension du délict d'entrave à l'avortement. Ce texte cible les sites internet qui, sous couvert d'une neutralité apparente et d'un aspect institutionnel, cherchent délibérément à dissuader les femmes à avorter.

Internet constitue aujourd'hui une des premières sources d'information en matière de santé, notamment pour les jeunes femmes : parmi les 15-30 ans, plus de 57% d'entre elles l'utilisent pour s'informer sur des questions relatives à la santé et 80% des jeunes qui y ont eu recours jugent crédibles les informations recueillies.

Le HCE alertait en 2013 dans son rapport au sujet de l'information relative à l'avortement sur internet sur l'impact que peuvent avoir ces sites trompeurs sur le libre choix des femmes, notamment des plus jeunes. Le délict d'entrave visait initialement à lutter contre les « commandos » qui agressaient les femmes aux abords des centres IVG. Il doit désormais être renforcé pour mieux contrer les stratégies développées ces dernières années sur internet par les lobbys opposés à l'avortement. Le Gouvernement, suivant les recommandations du HCE, a mis en œuvre un ambitieux Plan national d'Actions pour consolider le droit à l'IVG et lancé deux outils essentiels : un numéro national d'information (0800 08 11 11) et le site [ivg.gouv.fr](http://ivg.gouv.fr).

Aussi, l'extension à internet du délict d'entrave à l'IVG constitue-t-il un nouveau progrès pour garantir l'accès de toutes les femmes à leurs droits. « Désinformer sur l'avortement, c'est empêcher les femmes de choisir librement d'y avoir recours ou non » a indiqué Danielle BOUSQUET, Présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes. La teneur des débats qui se sont tenus aujourd'hui dans l'hémicycle était digne d'un autre siècle, alors qu'1 femme sur 3 a recours à un avortement au cours de sa vie.

Le Haut Conseil à l'Égalité invite à une inscription prochaine à l'ordre du jour du Sénat de cette Proposition de loi salutaire.

## **9 - Être femme en Amérique latine, c'est subir tous les problèmes des femmes, et la violence - Aquelarre**

La violence entoure la vie des femmes latino-américaines toute leur vie durant. Les filles nées dans ce continent ont très souvent été violées dans leur enfance (de 5% à 40% selon les pays). Les premiers responsables de cette violence sont le père, le beau-père, l'oncle, le cousin... L'entourage familial est dangereux pour les filles.

Les enfants sont élevés dans une grande connivence avec la violence. Les coups, les gifles, les humiliations, sont leur quotidien. La loi du plus fort est néfaste pour les enfants.

L'arrivée de l'adolescence est dramatique pour nombre de ces filles abusées. Chaque jour, plus de 100 filles de moins de 14 ans accouchent dans ce continent. Or, les filles ne devraient pas être des mères, ce sont des enfants !

Durant toute leur jeunesse, les femmes latino-américaines sont nombreuses à tomber enceintes. Or dans ce continent l'éducation à l'égalité est inexistante et l'avortement est interdit : Un tiers des grossesses en Amérique latine aujourd'hui concerne des mineures, c'est inadmissible !

Installées avec leur conjoint, les violences continueront. Beaucoup ne trouveront jamais la force ni le courage de quitter ce bourreau. La vie en couple est un facteur de risque pour nombre de femmes.

Beaucoup de femmes sont assassinées par leur conjoint ou ancien conjoint, dans le silence et l'oubli : El Salvador, Honduras, Colombie, Guatemala détiennent les tristes records en cas de féminicides. L'Amérique latine est le continent le plus meurtrier pour les femmes.

Aujourd'hui, nous, Aquelarre, groupe de femmes luttant pour les femmes d'Amérique latine, nous unissons à cette journée du 25 novembre. Nous pensons spécialement à Dora Lilia Galvez, qui est hospitalisée dans un état très grave suite aux exactions qu'elle a subies dans la « ville sainte » de Buga, en Colombie. Nous pensons également aux 25 femmes SDF, assassinées et retrouvées enterrées en 2015 dans le site touristique de Monserrate, à Bogota, Colombie.

## **10 - Campagne du Planning Familial : #NousExistons**

Le Planning Familial lancera demain (1er décembre 2016) une nouvelle campagne dans le cadre de la journée internationale de lutte contre le sida. Un tiers des personnes séropositives en France sont des femmes. Pourtant, elles sont encore beaucoup trop souvent absentes des messages de prévention et de la recherche. Le sexisme, l'inégal accès aux moyens de prévention, la précarité et les violences les exposent tout particulièrement au virus

*Doivent-elles crier pour se faire entendre ?* : Plus qu'une simple campagne de communication, #NousExistons se veut revendicative ! Ce cri du cœur scandé par des femmes séropositives n'a aucune dimension victimaire, ce cri fait la synthèse des inégalités subies par les femmes séropositives face aux hommes séropositifs. Ce n'est d'ailleurs pas un simple cri mais bel et bien un acte militant porté par des femmes concernées. Elles crient pour elles-mêmes et pour toutes les autres femmes séropositives, qui pour des raisons diverses n'ont pas pu prendre la parole publiquement.

Bien que la campagne soit bâtie sur des portraits individuels, il s'agit bien de représenter une masse importante de personnes réduites au silence, invisibilisées et par conséquent non prise en compte. Ces visuels forts de portraits de femmes visent à insister sur le fait que derrière les chiffres il y a surtout des personnes. Des personnes qui sont en l'occurrence des femmes qu'il est urgent de prendre en compte avec leurs spécificités pour lutter efficacement contre le sida.

Témoigner à visage découvert n'est pas un exercice facile, et cela l'est encore moins lorsqu'on est dans une situation qui nous expose particulièrement aux discriminations. Il est donc important de saluer le courage de ces femmes qui ont osé briser le silence pour elle et pour toutes les femmes qui n'ont pas les moyens de le faire.

Bien que l'objectif de cette campagne soit avant tout basé sur la volonté de rendre visibles les femmes séropositives, Le Planning souhaite aussi faire prendre conscience au plus grand nombre que le sida existe toujours et qu'il est primordial de renforcer les dispositifs de prévention envers les publics particulièrement exposés, à savoir les femmes.

[http://www.planningfamilial.org/sites/default/files/Comite\\_action/Le%20Planning\\_DP\\_NousExistons\\_301116.pdf](http://www.planningfamilial.org/sites/default/files/Comite_action/Le%20Planning_DP_NousExistons_301116.pdf)

## 11 - Articuler les rapports sociaux. Rapports de sexe, de classe, de racisation - Roland Pfefferkorn - Humanité Dimanche - 23 novembre 2016

Dans le monde social réel aucun rapport social n'existe à l'état pur : chacun, qu'il s'agisse du rapport de classe, de sexe, de « race » ou de génération, imprime sa marque sur les autres et de même inversement est largement marqué par les autres.

Dès leurs premières élaborations les sociologues féministes ont conçu le concept de *rapports sociaux de sexe* en l'articulant étroitement avec le concept marxien de *rapports de classe*. Il ne s'agissait pas pour elles de proposer une lecture du monde social univoque centrée exclusivement sur les rapports de sexe en ignorant les rapports de classe, mais bien d'articuler les deux. De la même manière elles ont pris en compte par la suite les rapports de « race » ou de racisation.

*Le rapport social est une tension* : Selon Danièle Kergoat, le rapport social est une tension qui traverse le champ social. Celle-ci érige certains phénomènes sociaux en enjeux autour desquels se constituent des groupes sociaux aux intérêts antagoniques. Le travail et ses divisions - entre classes sociales, entre sexes, entre « races » etc. - et le partage des richesses produites sont deux des enjeux centraux autour desquels des groupes sociaux se constituent, notamment les classes sociales ou les classes de sexe. Bien entendu d'autres enjeux sont aussi à prendre en compte, comme par exemple la sexualité ou la filiation dans le cas des rapports sociaux de sexe.

Tout rapport social est source à la fois de cohésion et de conflit. D'un côté il unit (ou lie) les sujets et groupements sociaux qu'il médiatise, il constitue un des éléments à partir desquels se constitue l'architecture de la société globale. Mais, de l'autre, selon des formes et des contenus à chaque fois spécifiques, tout rapport social se traduit, au moins potentiellement, par des *conflits* entre acteurs ou agents, individuels ou collectifs. Enfin, l'articulation d'un rapport social avec d'autres rapports sociaux au sein de la totalité sociale et historique est en même temps source potentielle de nouvelles contradictions car ces rapports sociaux étroitement intriqués ne sont que partiellement cohérents. En outre les rétroactions - ou *effets de totalité* - de cette unité inachevée et contradictoire sur les rapports et processus partiels qui lui donnent naissance viennent encore complexifier les processus. Les rapports sociaux sont donc par définition mouvants. L'élément social, la réalité dernière à laquelle l'analyse doit s'arrêter, ce n'est donc pas l'individu (ou les individus) pris isolément, mais bien le rapport social dans le sens entendu plus haut (ou mieux les rapports sociaux et leur articulation).

*Le social est le produit de plusieurs rapports sociaux* : La problématique de l'articulation des rapports sociaux donne donc du sens à l'hétérogénéité interne de chaque catégorie sociale (sexe, classe, « race », génération). Par exemple si toutes les femmes partagent une position similaire à l'égard du groupe des hommes dans les rapports sociaux de sexe, elles ne se ressemblent pas pour autant du point de vue des rapports de classe ou des rapports de racisation. Une femme de patron, une héritière ou une femme membre des professions libérales ne partage ni les mêmes conditions matérielles d'existence, ni les mêmes représentations, qu'une secrétaire, une auxiliaire de vie à domicile ou une femme de ménage. De la même façon tous les membres de la classe des travailleurs ne sont pas à la même place dans les rapports de sexe ou de racisation. Il suffit de penser aux inégalités de salaires entre hommes et femmes ou aux discriminations à l'embauche qui touchent bien davantage les jeunes « issus de l'immigration » que les autres.

Si chaque catégorie est coproduite par plusieurs rapports sociaux, alors l'hétérogénéité qui la traverse devient intelligible et logique. Par exemple, la classe ouvrière a du mal à agir comme un seul Homme parce que les rapports sociaux de sexe fabriquent, en même temps que la classe, des ouvriers et des ouvrières tandis que les rapports sociaux de race fabriquent, simultanément, des ouvrier-e-s blancs et des ouvrier-e-s non blancs : la classe ouvrière est ainsi le produit d'au moins trois rapports sociaux qui la forment. La question longtemps discutée de la constitution de la classe, de la conscience de classe et de son unification politique, se trouve ainsi complexifiée et



éclairée. Cette remarque s'applique bien sûr de manière analogue au groupe des personnes racisées ou encore à celui des femmes.

*Les rapports sociaux : source d'oppression et porteurs d'émancipation* : Il est nécessaire d'insister aussi sur l'importante question de l'articulation de la situation objective (du groupe considéré : classe sociale, sexe social, génération, « race », etc.) et de la subjectivité - et de l'expérience vécue - des membres de ces différents groupes : dialectique clé que nous n'avons pas le temps et l'espace de creuser ici, mais qu'il faut garder en mémoire notamment dès lors qu'on souhaite échapper à une compréhension fixiste centrée sur la reproduction incessante des rapports sociaux et qu'on a la volonté de penser le changement social malgré le poids des déterminismes qui pèsent et qu'il ne s'agit en rien de nier. Une approche en termes de rapports sociaux de sexe permet en effet d'éviter les impasses de certaines approches structuralistes entièrement polarisées sur les déterminismes sociaux. C'est son insistance sur la « reproduction » qui explique pourquoi la conceptualisation développée par Pierre Bourdieu dans *La domination masculine* tend à inscrire cette domination dans l'éternité. L'attention ainsi portée à ce qui ne change pas risque d'empêcher de penser le changement. Car les rapports sociaux non seulement se reproduisent, mais ils se transforment aussi sans cesse, y compris à travers les actions réciproques les plus ténues. Une sociologie des rapports sociaux n'essentialise pas les catégories, elle met en évidence leur production sociale et leur reconfiguration incessantes en s'inspirant du principe marxien selon lequel la lutte des classes produit les classes. Comme de la même manière le racisme produit les races, socialement bien entendu, même si le concept de race n'a aucun sens d'un point de vue scientifique.

En traquant le conflit, même sous des formes latentes, la sociologie des rapports sociaux redonne du sens aux catégories en les rapportant aux dynamiques qui fondent dialectiquement la catégorisation : celles de la domination, de l'exploitation, de la stigmatisation et de la discrimination mais aussi celle de la résistance des catégories infériorisées. Les rapports sociaux de classe, de « race » et de sexe doivent donc être pensés en même temps comme source d'oppression et comme potentiellement porteurs d'émancipation

## DÉBATS, CONFÉRENCES, SORTIES MILITANTES

### 12 - À la librairie Violette and Co en décembre 2016

• *Mercredi 7 décembre à 19h : Rencontre avec Jules Falquet pour son essai Pax neoliberalia (iXe)*  
Solidement ancré dans les recherches féministes sur la mondialisation et sur la dynamique des rapports sociaux de sexe, de race et de classe, ce livre est un essai sur l'emploi méthodique de la coercition au service de la mondialisation néolibérale. L'instrumentalisation d'une violence en apparence "aveugle", mais en fait très contrôlée, dessine le fil rouge reliant entre eux les quatre textes qui le composent. Proximité troublante de la torture avec la violence domestique (au Salvador)... Création de la classe masculine des "frères d'armes" par le service militaire (en Turquie)... Diffusion des techniques de guerre de basse intensité (au Mexique)... Perpétuation (néo)-coloniale des violences contre les femmes indiennes (au Guatemala)... En révélant les continuités qui rattachent la violence misogyne aux méthodes coercitives militaro-policières, cette approche met à jour les logiques genrées de la « gouvernance » mondialisée, ici nommée, par antiphrase, Pax neoliberalia. Jules Falquet est maîtresse de conférences en sociologie HDR, Université Paris 7-Denis Diderot. <http://www.violetteandco.com/librairie/spip.php?article961>

• *Vendredi 9 décembre à 19h : Rencontre avec l'équipe de YAGG pour la parution de Une histoire LGBT. L'actu vue par Yagg (Des ailes sur un tracteur)*

Le media yagg.com a malheureusement été placé en liquidation judiciaire, le site va être arrêté. Huit années d'informations sur et pour les LGBT, dans tous les domaines, qui ont accompagné

l'avancée des droits, les injustices, donné la parole aux personnes concernées, aidé à la fierté collective. Nous regrettons tous et toutes cette disparition : un média qui disparaît, c'est toujours des voix que l'on entend moins. Deux livres reprennent le meilleur des huit années et nous présentons ici le premier tome, 2008-2012 : enquêtes, interview, tribunes d'opinions, éditos politiques, people, cultures LGBT, militantisme... Le meilleur sélectionné parmi plus des 20 000 articles publiés sur le site. Les dix dernières années ont été marquées par une accélération de l'histoire des droits des personnes LGBT dans certaines régions du monde : ouverture du mariage, homoparentalité reconnue, avancées significatives pour les personnes trans et intersexes, visibilité des identités queer ou non-binaires. De nouveaux mots, de nouvelles conceptions, des nouveaux espoirs, des coming-out historiques. Mais aussi des déclarations homophobes, des promesses non tenues, des actes de violences, des lois LGBTphobes...

### **13 - Elles nous manqueront mais nous ne manquerons pas de continuer à nous battre sur leur pas - Collectif 13 Droits des Femmes - Marseille**

Le Collectif 13 Droits des Femmes avec l'Alliance des Femmes pour la Démocratie organise une rencontre les 9 et 10 décembre. Le 9 décembre est la Journée de la Laïcité et le 10 décembre, la Journée internationale des Droits de l'homme que nous déclinons au féminin pluriel.

Cette rencontre permettra de rappeler et d'honorer les combats menés par sept figures remarquables de la lutte des femmes et du féminisme dont l'engagement a marqué leur temps. Nous retracerons le parcours de : Thérèse Clerc, Andrée Dore-Audibert, Antoinette Fouque, Benoîte Groult, Suzon Panier, Maya Surduts, Aline Vergnon-Bondarnaud.

Les femmes doivent beaucoup à leur pugnacité, à leurs actions, pour faire progresser les droits des femmes, pour qu'elles disposent librement de leur corps, contre les violences, pour l'indépendance économique, contre la précarité, pour la parité, la laïcité, pour la libération des femmes et la solidarité internationale.

A travers la reconnaissance de l'engagement de ces pionnières, il s'agira également de rendre hommage aux femmes en mouvements et en résistance dans les guerres, les combats contre le sexisme, pour la justice, la paix et la dignité des femmes dans le monde entier.

Aujourd'hui, les avancées, les libertés et même la vie des femmes sont frappées de plein fouet par la misogynie, les intégrismes et les guerres dans une grande partie du pourtour Méditerranéen et au-delà. Malgré des acquis, il y a une tendance grandissante à la régression, aux violences et à l'invisibilisation des femmes. Transmettre et partager leurs combats donnera à voir la diversité de leurs luttes et leur actualité. Cet espace commun de réflexion et d'action, à la lumière de ce qu'elles nous ont légué, sera une étape pour poursuivre leur action auprès des opinions publiques et des décideurs, afin que cessent les discriminations, qu'éclorissent leurs capacités de résistance et de création, et qu'adviennent des sociétés réellement démocratiques.

*Samedi 9 décembre* : 17h30 - accueil autour d'un apéritif

18h - Rencontre-débat « C'était leur combat c'est le nôtre » : présenté par Esther Fouchier, présidente du Collectif 13 Droits des Femmes ;

18h30 - Hommage à Maya Surdutz par Judith Martin Razi, photographe, secrétaire générale du Collectif 13 Droits des Femmes ;

*Dimanche 10 décembre*

10h - Hommage à Benoite Groult par Dany Colombo du Collectif 13 ;

11h30 - Hommage à Thérèse Clerc. Projection du film « Née en 68 » de la réalisatrice Morena Campani et présentation par Danielle Michel-Chich, auteure de la biographie « Thérèse Clerc, Antigone aux cheveux blancs » parue aux Editions des Femmes.

13h - Buffet froid ; 14h - Hommage à Antoinette Fouque par Régine Sellier de l'Alliance des Femmes pour la Démocratie.

15h30 - Hommage à Andrée Dore-Audibert par Esther Fouchier

17h - Hommage collectif à Suzon Panier.

18h - Hommage collectif à Aline Vergnon-Bondarnaud

19h - Conclusions à plusieurs voix.

*Cité des associations, 93 La Canebière, 13001 Marseille*

#### **14 - Concours d'éloquence : « Pourquoi dire Droits humains plutôt que Droits de l'Homme ? »**

Collectif Droits humains pour tout-es - 10 décembre - Paris

Pourquoi les institutions de la République française refusent-elles d'adopter l'expression « droits humains » ? Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, avait indiqué lors de la COP21 qu'il soutenait l'emploi de l'expression « droits humains ». L'Assemblée nationale a adopté un amendement sur l'emploi de « droits humains », déposé par Catherine Coutelle, présidente de la délégation aux Droits des femmes et à l'Égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Pourtant, les institutions de la République continuent d'employer l'expression « droits de l'homme ». Cela entretient une confusion entre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (qui ne concernait que les humains de sexe masculin) et la Déclaration universelle du 10 décembre 1948 : le progrès que constitue la Déclaration de 1948 sur celle de 1789 s'en trouve minoré, voire nié.

Après avoir organisé en 2015 deux événements pour appuyer sa revendication visant à faire adopter par les institutions de la République française l'expression « droits humains » à la place de « droits de l'homme », le Collectif Droits humains pour tou-te-s donne la parole à des avocat-es de l'expression « droits humains », lors d'un concours d'éloquence.

Le concours sera ouvert par Gérard Biard, président de Zéromacho, avec un texte satirique défendant l'expression « droits de l'homme ». Le jury sera présidé par Hélène Bidard, adjointe à la maire de Paris pour les droits humains. Il se compose de Oristelle Bonis, directrice de publication de la maison d'édition Ixe ; Marie Docher, activiste à La Barbe ; Désirée Frappier, autrice ; Blandine Métayer, actrice et autrice ; Isabelle Motrot, directrice de la rédaction de *Causette* ; Evelyne Sire-Martin, magistrate, ancienne présidente du Syndicat de la magistrature ; Linda Weil-Curiel, avocate.

*Samedi 10 décembre 2016, 10h30 à 13h, Mairie du 3ème arrondissement, 2 rue Eugène Spuller - 75003 Paris. L'inscription se fait uniquement sur le lien : <http://tinyurl.com/pe4kd96>*

### **CINÉMA, THÉÂTRE, LIVRES, TÉLÉ...**

#### **15 - Livre : Genre et rapport sociaux de sexe - Roland Pfefferkorn - sur le site [entreleslignesentrelesmots@orange.fr](mailto:entreleslignesentrelesmots@orange.fr)**

Ce livre reprend et éclaire des discussions et débats dans le mouvement des femmes au cours des trois dernières décennies. En effet, le mouvement des femmes a été à l'origine d'une effervescence théorique qui s'est traduite par la production d'un corpus de concepts extrêmement riche. Par exemple ceux de patriarcat, de mode de production domestique, de travail domestique, de travail productif et reproductif, d'articulation production/ reproduction et de division sexuelle du travail, sans compter ceux de sexe social, sexage, classe de sexe. Par ailleurs, les concepts de genre et de rapports sociaux de sexe - qui forment le titre de l'ouvrage - s'inscrivent durablement non seulement dans le paysage théorique, mais dans les débats présents ravivés par la crise politique, sociale et économique et par les débats qui animent de même le monde anglophone.

Avec une postface de Catherine Vidal, neurobiologiste : principal est d'abord de présenter un panorama historique fouillé du mouvement des femmes dans leurs luttes pour l'égalité. Surtout, il relie brillamment les luttes féministes à "la production d'un corpus de concepts extrêmement riche" dont elles ont été à l'origine» (Politis).

«Dans ce livre synthétique et clair, le sociologue Roland Pfefferkorn présente les notions élaborées par les militantes féministes et les chercheuses en sciences sociales pour rendre compte des rapports entre les sexes. Un livre utile pour toute personne désireuse de démasquer les pouvoirs, et de les renverser» (Le Monde diplomatique).

Cet ouvrage est une réussite. La fluidité de l'écriture le rend tout particulièrement agréable à lire, tandis que sa pédagogie, la pertinence des citations, l'abondance des références bibliographiques (dont de nombreuses renvoyant à des travaux étrangers) en font un ouvrage indispensable à nos bibliothèques. Celui-ci est un outil fort précieux pour les étudiants qui s'intéressent aux études féministes et pour les chercheurs - confirmés ou débutants - qui souhaitent revisiter ou s'initier à une sociologie féministe » (Genre, sexualité & société)

*Roland Pfefferkorn est professeur de sociologie à l'Université de Strasbourg. Il a notamment publié Dictionnaire des inégalités (Armand Colin, 2014) ; Le système des inégalités (Paris, La Découverte, 2008, avec A. Bihl); Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes (Paris, La Dispute, 2007); Hommes-Femmes, quelle égalité ? (Paris, L'Atelier, 2002, avec A. Bihl). Collection : « Arguments et mouvements ». Parution : Octobre 2016 - 10,00 €*

#### **16 - Livre : Viola Klein, une Pionnière** - Coordonné par Eve Gianoncelli et Eleni Varikas

Viola Klein est une pionnière de la sociologie du genre et une féministe longtemps oubliée et encore largement méconnue. Ce numéro convie à la découverte de l'itinéraire et de l'œuvre d'une intellectuelle qui a placé la question de la subjectivité féminine au cœur de ses préoccupations.

*Cahier du Genre N° 61-2016*

#### **17 - Film - 3000 nuits** -Mai Masri

Années 80, à la veille des événements de Sabra et Chatila. La révolte gronde dans une prison israélienne, où sont détenues des prisonnières politiques palestiniennes. Layal, une jeune institutrice de Naplouse vient d'arriver, condamnée à 8 ans de prison pour un attentat dans lequel elle n'est pas impliquée. Elle partage la cellule d'israéliennes condamnées pour droits communs et s'habitue progressivement à l'univers carcéral. Mais Layal découvre qu'elle est enceinte. Envers et contre tous, elle décide de garder l'enfant. Luttant pour survivre et élever son nouveau-né derrière les barreaux, elle est tiraillée entre son instinct de mère et les décisions difficiles qu'elle doit prendre. Elle trouve dans sa relation avec les autres prisonnières, palestiniennes et israéliennes, l'espace et le temps nécessaires pour réfléchir, s'assumer et devenir une jeune femme.

*Sortie le 4 janvier*

#### **18 - Théâtre : Le bouton de rose de Sophie Accaoui** - Paris - du 9 au 16 décembre

Pour briser les tabous avec humour et pudeur, avec humeur et poésie. Pour créer une complicité de femmes avec les hommes en spectateurs privilégiés.

Une conférencière docte et tatillonne expose ses recherches les plus pointues et ses travaux approfondis sur le "bouton de rose" alternant communiqués scientifiques, chansons et poésies. Elle n'hésitera pas à donner de son corps et de sa voix pour fouiller ce sujet fécond.

De formation classique, Sophie Accaoui chante en suivant sa fantaisie éclectique : l'opéra ou l'opérette, la comédie musicale, la musique contemporaine, parfois expérimentale. Alliant son hétéroclisme musical à son désir de culture décloisonnée, elle s'est lancée dans l'écriture-puzzle et l'interprétation du spectacle "Le Bouton de Rose" qui allie vers, prose et musique.

*Comédie Nation théâtre, 77 rue de Montreuil, 75011 Paris.*

---

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes, 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris ;

Tel : 06 80 63 95 25, mail : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org) ; site : <http://marchmondialesdesfemmesfrance.org/>